Notes de Lecture

Quatre livres sur les groupes financiers

DICTIONNAIRE DES GROUPES INDUSTRIELS ET FINANCIERS EN FRANCE par Allard, Beaud, Bellon, Lévy et Liénart.

Publié au Seuil en 1978, ce dictionnaire de 360 pages est sans doute l'étude la plus utile pour les militants syndicalistes. Il couvre 48 groupes, 6000 sociétés, qui emploient trois millions de salariés.

Le dictionnaire comprend d'abord une présentation des groupes (historique de chacun, liaisons financières, personnelles et alliances, stratégie, implantations à l'étranger, etc.) et l'organigramme détaillé de l'ensemble des sociétés qui composent chaque groupe. La deuxième partie est un index où l'on trouve des informations sur chaque société et l'indication du ou des groupes auxquels elle est ratachée.

Une courte introduction, solide et pédagogique, définit la notion de groupe industriel et financier, leur formation, les liens de l'oligarchie financière avec l'Etat. Cette introduction tente de cerner la portée et les limites des nationalisations prévues par le Programme commun de la gauche (4 à 5 % de la production intérieure brute, 4 % de la population active, 15 % de l'investissement industriel, selon les auteurs, ce qui porterait le nouveau secteur public à 14 % de la PIB, 13 % de la population active et 45 à 50 % de l'investissement industriel).

Le dictionnaire est malheureusement épuisé, mais il est possible de le consulter dans certaines bibliothèques et dans les comités d'entreprise qui disposent de cet ouvrage.

LE POUVOIR FINANCIER ET L'INDUSTRIE EN FRANCE

Bertrand Bellon

Publié au Seuil en 1980, cet ouvrage de 270 pages présente une étude et une théorie des groupes et ensembles financiers français, situés dans l'histoire économique et politique du pays. Cet ouvrage développe longuement ce qui n'est que résumé dans l'introduction au *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*. Outre une typologie des groupes, l'auteur consacre son attention à ce qu'il appelle des ensembles financiers, dont Paribas et Suez sont les principaux exemples en France. Il définit ces ensembles financiers comme des fédérations respectant l'autonomie des groupes qui les composent, des structures qui répondent à des stratégies d'accumulation dans les conditions actuelles des rapports de forces mondiaux.

Bellon met en relation ces ensembles financiers avec « les ensembles marchandise » (usines clés en main, autoroutes, villes nouvelles, métro, centraux téléphoniques, etc.) qui nécessitent le concours de capitaux bancaires industriels et commerciaux, et l'association d'un grand nombre de groupes variés. Il met en évidence le recyclage massif des capitaux d'origine coloniale dès la fin des années cinquante comme un des facteurs essentiels de la restructuration du système productif français. L'auteur analyse également l'étroite intrication entre les sommets de l'Etat et du capital financier. Les enfants des grandes familles ont le choix entre une carrière publique et les affaires, comme les familles nobles plaçaient autrefois leurs fils dans l'armée ou dans l'Eglise.

Bellon retrace enfin la formation des groupes industriels de la sidérurgie et la chimie depuis le début du siècle et s'interroge sur les performances jugées médiocres du capital financier français. Prix 52 F.

PARIBAS
Anatomie d'une puissance, par M'Hamed Sagou.

M'Hamed Sagou consacre sa thèse, soutenue en avril 1979, à l'étude de Paribas. Il suit les flux financiers à l'intérieur du groupe, montrant comment les flux de profit, qui expriment les intérêts en contrepartie des crédits consentis et les dividendes des participations en capital, sont orientés dans le sens holding-compagnie financière.

Au long de son travail, l'auteur défend l'idée du caractère structurellement dominant du capital bancaire au sein du groupe financier. Il met en évidence les ressorts de la puissance de Paribas, et notamment l'extraordinaire capacité de centralisation de l'information économique. Les représentants de la Compagnie financière dans les conseils d'administration d'un nombre considérable de sociétés sont les vecteurs principaux de cette information. Paribas joue ainsi un rôle de guidage de très nombreux capitaux. Elle intervient notamment comme spécialiste de restructuration d'entreprise entre sociétés avec lesquelles elle n'a aucune liaison financière.

De 1969 à 1977, Paribas a dirigé ou codirigé 25 OPA sur un total de 124. Elle élabore pour chaque société qu'elle contrôle une stratégie de croissance à moyen et long termes. Son intervention est fréquente auprès d'entreprises moyennes en croissance rapide. M'Hamed Sagou analyse la rationalité de ces restructurations comme reflet des luttes internes à la bourgeoisie industrielles et les stratégies adverses de fractions du capital financier qui se disputent le contrôle du capital familial.

De longs développements sont consacrés à la stratégie d'internationalisation du groupe, de plus en plus dominée par le contrôle des technologies et de l'information.

Publié aux presses de la Fondation nationale des sciences politiques. 245 pages. 76,60 F

LA BANQUE ET LES GROUPES INDUSTRIELS A L'HEURE DES NATIONALISATIONS.

Francois Morin.

François Morin, qui travaille aujourd'hui dans le cabinet de Le Garrec, publiait en 1977 un ouvrage intitulé *la Banque et les Groupes industriels à l'heure des nationalisations*. Calman Lévy, 270 pages, 39,20 F. Sa méthode consiste à établir un échantillon des 500 plus grosses sociétés françaises, industrielles, commerciales et bancaires, et à projeter sur elles, comme une grille, le plan de nationalisation du Programme commun de la gauche, compris dans son extension théorique maximum. L'auteur étudie les effets en cascade de la nationalisation en faisant jouer automatiquement les participations et les diverses formes de contrôle.

Il parvient ainsi à des résultats spectaculaires, quoique parfaitement théoriques et situés dans le cadre d'hypothèses posées au début de l'ouvrage. La présence de l'Etat dans les 500 plus grandes entreprises atteindrait, après nationalisation, 52,3 %. Le contrôle sur les participations industrielles des banques élargirait encore considérablement la puissance de l'Etat.

Michel Thomas